

Une réglementation à outrance



L'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires a publié les résultats des contrôles à la frontière réalisés en 2019 sur les compléments alimentaires. Le petit nombre d'échantillons prélevés (28) est en contradiction avec le taux élevé de contestation (72 pour cent). **Ceux qui ne respectent pas les règles en matière de compléments alimentaires semblent avantagés, car l'État ferme les yeux.**

Aucun légume vigoureux ne peut pousser sur un sol pauvre, et les antibiotiques sont souvent utilisés dans l'élevage des animaux, ce qui peut entraîner des résistances chez l'homme. Pour améliorer leur santé, de nombreuses personnes se tournent vers les compléments alimentaires.

Or, au lieu de prendre le mal par la racine et d'exiger des sols sains et un élevage durable, les Verts du Bundestag allemand ont proposé d'établir une réglementation plus stricte pour les compléments alimentaires. Selon ce groupe politique, ces derniers pourraient augmenter le risque de maladie dans certaines situations. Il faudrait ainsi ouvrir un service de signalement visant à consigner les effets indésirables et les interactions, et émettre des avertissements correspondants. Toujours selon les Verts, le Bundestag devrait collaborer avec la Commission européenne afin d'introduire un système d'agrément étatique pour les compléments alimentaires.

La frontière entre médicaments et compléments alimentaires est aujourd'hui floue. La réglementation et les contrôles varient fortement. L'État est tenu de créer des conditions de concurrence équitables. Néanmoins, une sur-réglementation ne constitue pas une solution, qu'il s'agisse des médicaments ou des compléments alimentaires. Il serait plus judicieux de mettre en œuvre – dans ces deux catégories – une exécution de la législation proportionnée et basée sur le risque.

Isabelle Zimmermann,
directrice de l'ASMC